



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> avril 2025  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2025

25 juillet 2024-30 juillet 2025

Point 12 de l'ordre du jour

**Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies**

### ONU-Nutrition

#### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre au Conseil économique et social le rapport d'ONU-Nutrition, conformément à la décision 2018/207 du Conseil.



# Rapport d'ONU-Nutrition<sup>1</sup>

[Original : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe]

## I. La nutrition, un retour sur investissement élevé

1. Le droit à une alimentation sans danger pour la santé, suffisante et nutritive, qui entre dans le cadre du droit à une alimentation adéquate, est un droit humain fondamental et le socle du développement individuel et collectif dans tous les pays. Il est nécessaire de bénéficier d'une bonne nutrition pour être en bonne santé, grandir et se développer correctement, et assurer son bien-être sous tous ses aspects. Directement liée aux objectifs de développement durable (ODD) 2 et 3, cette composante est essentielle à la réalisation de tous les ODD<sup>2</sup>.

2. Une alimentation saine est primordiale tout au long de la vie pour prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, notamment la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité. Elle permet également de prévenir les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires et certains cancers, et favorise une bonne santé. Or, en 2022, environ 2,8 milliards de personnes dans le monde (soit 35,4 % de la population mondiale) ne pouvaient se permettre une alimentation saine<sup>3</sup>. Dans leur déclaration conjointe sur ce qui constitue une alimentation saine<sup>4</sup>, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) exposent les quatre principes d'une alimentation saine – adéquation, équilibre, diversité et modération – et préconisent une application universelle de ces principes fondés sur des éléments probants, tout en célébrant la vaste diversité des modes d'alimentation dans le monde. En conséquence, pour être saine, l'alimentation doit : i) comprendre une grande diversité d'aliments nutritifs au sein des catégories d'aliments et entre elles ; ii) être équilibrée du point de vue de l'apport énergétique ; iii) être propre à répondre aux besoins nutritionnels ; et iv) être modérée en ce qui concerne la consommation d'aliments à forte densité énergétique et à faible valeur nutritive, tels que les aliments à haute teneur en graisses saturées ou trans, en sucres libres ou en sel.

3. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour éradiquer la faim et la malnutrition. En 2023, 733,4 millions de personnes étaient sous-alimentées et, selon les prévisions, quelque 580 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030. S'agissant des progrès au regard des cibles mondiales du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (dénommé ci-après « le Programme 2030 ») relatives à la nutrition

<sup>1</sup> ONU-Nutrition est l'entité résultant de la fusion du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition et du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN (Mouvement pour le renforcement de la nutrition). Ce mécanisme de collaboration en faveur de la nutrition dans l'ensemble du système des Nations Unies met l'accent sur les actions menées aux niveaux mondial et national. Le Conseil économique et social, dans sa décision 2020/207, a pris note de cette fusion et du fait qu'ONU-Nutrition assumerait désormais les obligations du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition concernant les rapports à soumettre au Conseil chaque année.

<sup>2</sup> Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition. 2015. *SCN News 41: Nutrition and the post-2015 development agenda*. Rome. <https://www.unnutrition.org/sites/default/files/2024-03/Nutrition-Post2025%20Agenda%20%282015%29.pdf>.

<sup>3</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international du développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2024. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd1254fr>.

<sup>4</sup> FAO et OMS. 2024. *What are healthy diets? Joint statement by the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the World Health Organization*. Genève (Suisse). <https://doi.org/10.4060/cd2223en>.

pour les enfants de moins de 5 ans, la moitié des pays du monde ne sont pas sur la bonne voie pour réduire le retard de croissance, et il en va de même pour plus d'un quart des pays en ce qui concerne l'émaciation et pour 60 % environ quant à l'excès pondéral. En outre, trois quarts des pays du monde n'ont pas accompli les progrès nécessaires pour atteindre la cible mondiale relative à l'insuffisance pondérale à la naissance à l'horizon 2030, et plus de 40 % sont également en retard concernant la cible définie pour l'allaitement maternel exclusif. Presque tous les pays du monde sont en retard pour ce qui est des cibles mondiales du Programme 2030 relatives à l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans et à l'obésité chez l'adulte<sup>5</sup>. Si rien ne change, des millions de personnes continueront de souffrir de malnutrition, qui nuit aux individus, aux familles, aux communautés, aux régions et aux nations.

4. L'amélioration de la nutrition est l'un des investissements les plus rentables en faveur du développement dans le monde. Si tout était mis en œuvre pour lutter à grande échelle contre la dénutrition, les avantages économiques s'élèveraient, selon les estimations, à 2 400 milliards de dollars des États-Unis, chaque dollar engagé en rapportant 23, soit un rapport coût-avantages de 1:23<sup>6</sup>. En outre, les coûts économiques et socioéconomiques de l'inaction sont énormes et s'élèveraient à 41 000 milliards de dollars des États-Unis sur 10 ans<sup>7</sup>.

5. ONU-Nutrition est l'entité interinstitutions qui rassemble, aux niveaux mondial, régional et national, les organismes, programmes et fonds des Nations Unies chargés de l'amélioration de la nutrition ou ayant un intérêt dans ce domaine. Cette entité a pour ambition d'optimiser les efforts communs déployés au sein du système des Nations Unies afin de contribuer à l'accroissement des retombées positives sur la nutrition au niveau local<sup>8</sup>. Pour les membres d'ONU-Nutrition, il est indispensable d'être unis dans l'action et de parler de la nutrition d'une seule voix pour aider les pays à mettre en œuvre, à pleine échelle, les actions dans ce domaine.

---

<sup>5</sup> FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2024. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd1254fr>.

<sup>6</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2024. *Investment Framework for Nutrition 2024*. Washington. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/185f9382-722f-449c-8f92-aa976bba26cc/content>.

<sup>7</sup> Dont 21 000 milliards de dollars des États-Unis de pertes de productivité économique résultant de la dénutrition et des carences en micronutriments et 20 000 milliards de dollars de coûts économiques et sociaux liés à l'excès pondéral et à l'obésité.

<sup>8</sup> ONU-Nutrition. 2022. *Stratégie de ONU-Nutrition 2022-2030. Unité d'action des Nations Unies pour la nutrition*. Rome. FAO pour le compte d'ONU-Nutrition. [https://www.unnnutrition.org/sites/default/files/2023-03/UN-Nutrition-Strategy-2022-2030\\_WEB\\_28Oct2022\\_FR.pdf](https://www.unnnutrition.org/sites/default/files/2023-03/UN-Nutrition-Strategy-2022-2030_WEB_28Oct2022_FR.pdf).

## II. La démarche collective des Nations Unies en 2024 face aux enjeux nutritionnels

6. Tout au long de 2024, les membres d'ONU-Nutrition<sup>9</sup> ont continué à travailler sous la conduite du Comité directeur<sup>10</sup>, placé sous l'autorité de la présidence<sup>11</sup>, en orientant la réflexion collective vers la question de savoir comment accroître la valeur ajoutée d'ONU-Nutrition pour que les retombées soient plus grandes dans son domaine d'action. Ils ont concentré leurs efforts conjoints dans les domaines suivants : appui stratégique aux pays, action conjointe de sensibilisation et de communication, et gestion des connaissances collectives. Ces trois grands domaines d'action ont été intégrés dans les trois priorités thématiques suivantes : i) promouvoir une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables ; ii) favoriser la mobilisation du secteur privé au service des résultats nutritionnels ; iii) accélérer les actions menées en concertation en vue d'atteindre les cibles nutritionnelles convenues à l'échelon mondial.

### A. Principales réalisations en matière d'appui stratégique aux pays en 2024

7. Il est crucial de mener à bien les actions en faveur de la nutrition à grande échelle aux niveaux national et infranational pour produire des changements positifs et durables. L'adoption de politiques, d'approches et de positions cohérentes face aux enjeux nutritionnels dans l'ensemble du système des Nations Unies, ainsi que l'application de mesures conjointes uniformes en phase avec les priorités établies par les gouvernements, les besoins et les cibles nationales dans les pays, dans un souci d'amélioration de la nutrition, sont essentielles pour appuyer de manière stratégique les organismes publics et les autres parties concernées. Les membres d'ONU-Nutrition ont continué d'appuyer le Mouvement SUN en 2024 en qualité de réseau des Nations Unies, en jouant un rôle fondamental dans le cadre du Système de soutien international du Mouvement SUN. La Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM) et la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont siégé en tant que membres au sein du Groupe principal du Mouvement SUN, présidé par l'UNICEF. Le PAM et son suppléant (la FAO) ont représenté ONU-Nutrition au sein du Comité exécutif du Mouvement SUN. Le Groupe principal et le Comité exécutif du Mouvement SUN assurent la gouvernance et la direction de l'ensemble du Mouvement SUN. Le PAM, en tandem avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, convoque par ailleurs les réunions du réseau du secteur privé du Mouvement SUN. À ce titre, ONU-Nutrition a pris part à tous les axes de travail du Mouvement SUN, notamment à des activités menées en amont du Sommet

<sup>9</sup> En 2024, ONU-Nutrition était composé de 15 membres : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le Département des affaires économiques et sociales, l'UNICEF, le FIDA, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'OMS, l'Organisation du Système CGIAR, le PAM, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Des points focaux techniques et des responsables de chacun de ces organismes participent aux travaux d'ONU-Nutrition.

<sup>10</sup> En 2024, le Comité directeur d'ONU-Nutrition était composé de plusieurs hauts responsables chargés de la nutrition au sein de sept entités du système des Nations Unies, comprenant les cinq membres fondateurs – la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF – et deux organismes siégeant sur la base d'un roulement biennal – l'AIEA et l'Organisation du Système CGIAR.

<sup>11</sup> En 2024, ONU-Nutrition était présidé par M<sup>me</sup> Najat Mokhtar, Directrice générale adjointe et Chef du Département des sciences et des applications nucléaires à l'AIEA.

Nutrition pour la croissance 2025 (Paris), à l'examen du rapport d'évaluation de la stratégie 3.0 du Mouvement SUN et aux débats sur la voie que celui-ci doit suivre.

8. S'agissant de la coordination, des progrès ont été observés dans des pays membres du Mouvement SUN comme dans d'autres pays. D'après les résultats de l'enquête d'ONU-Nutrition<sup>12</sup> menée auprès des pays en 2024, 83 % des 55 pays ayant fourni des réponses ont indiqué que la structure de coordination pour la nutrition, au sein de laquelle collaborent les organismes des Nations Unies, était fonctionnelle. Dans l'ensemble, il a été indiqué que la coordination en faveur de la nutrition s'était renforcée entre les organismes des Nations Unies, 25 équipes de pays des Nations Unies faisant état de « certains progrès »<sup>13</sup> et 16 autres faisant part de « progrès importants » au cours des deux dernières années<sup>14</sup>.

9. La plupart des équipes de pays des Nations Unies ayant répondu à l'enquête ont indiqué qu'étaient intégrés à leurs activités nutritionnelles une programmation ou un appui communs au service d'initiatives multisectorielles conduites par les pays concernés<sup>15</sup>. Plusieurs leviers ont été actionnés pour renforcer la programmation conjointe en matière de nutrition, tels que les cadres de développement des Nations Unies, les feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires et les outils d'analyse fondée sur la coordination d'ONU-Nutrition<sup>16</sup>. Citons comme exemples remarquables la prévention et la gestion de la malnutrition aiguë sévère à Haïti, le renforcement des systèmes d'information sur la nutrition au Mozambique et l'action multisectorielle pour la nutrition et la transformation des systèmes alimentaires en Sierra Leone, initiatives soutenues au plus haut niveau de l'État.

10. En outre, comme le montre l'enquête d'ONU-Nutrition auprès des pays, dans ceux où le Coordonnateur résident des Nations Unies ou le Coordonnateur de l'assistance humanitaire était associé aux efforts déployés pour progresser dans la réalisation des objectifs à atteindre en matière de nutrition, des avancées bien plus importantes ont été enregistrées dans la coordination interinstitutions. Des pistes d'amélioration ont par ailleurs été proposées. Par exemple, l'équipe de pays des Nations Unies au Soudan du Sud a indiqué qu'elle concentrait de plus en plus ses efforts sur des stratégies préventives en matière de nutrition, ce qui ouvrait la voie à

<sup>12</sup> L'enquête de 2024 a été réalisée en ligne et couvrait une période de deux années, de janvier 2022 à décembre 2023. Elle visait à évaluer la collaboration parmi les membres d'ONU-Nutrition au niveau des pays et à recenser les questions d'apparition récente au titre desquelles le personnel de pays des Nations Unies pouvait bénéficier d'une orientation et d'un appui de portée mondiale. Les réponses ont été acceptées jusqu'en juin 2024.

<sup>13</sup> Les 25 équipes des Nations Unies concernées sont celles des pays suivants : Angola, Bhoutan, Colombie, El Salvador, Érythrée, Gabon, Guyana, Inde, République islamique d'Iran, Kirghizistan, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mauritanie, Paraguay, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sierra Leone, Timor-Leste, Togo, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela.

<sup>14</sup> Les 16 équipes des Nations Unies concernées sont celles des pays suivants : Burkina Faso, Cuba, Équateur, Guatemala, Haïti, Kenya, Lesotho, Mexique, Mozambique, Myanmar, Népal, Pérou, République dominicaine, Soudan du Sud, Viet Nam et Yémen.

<sup>15</sup> Les 44 équipes des Nations Unies concernées sont celles des pays suivants : Angola, Argentine, Belize, Burkina Faso, Colombie, Cuba, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Géorgie, Guatemala, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Philippines, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen et Zimbabwe.

<sup>16</sup> Parmi ces outils et ressources, on peut notamment citer l'inventaire des actions de nutrition des organismes des Nations Unies, l'aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle, l'aperçu des plans et des politiques, l'évaluation des capacités en matière de nutrition et la cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition.

une collaboration plus étroite entre les organismes des Nations Unies, qui sont nombreux à soutenir les mesures de prévention. L'enquête a également mis en évidence les défis que devaient relever les équipes de pays des Nations Unies, tels que le manque de fonds, de ressources humaines et de données. D'après les réponses reçues dans le cadre de l'enquête, la coordination interinstitutions en matière de nutrition est complexe. Il a été souligné qu'il faudrait des outils axés sur la coordination et des services d'appui, et réaffirmé que la plateforme de collaboration d'ONU-Nutrition restait pertinente.

11. Tout au long de 2024, Irish Aid a continué de jouer un rôle de partenaire essentiel d'ONU-Nutrition, en soutenant le projet « Favoriser l'unité d'action des Nations Unies par le soutien d'ONU-Nutrition aux pays ». Géré par le secrétariat d'ONU-Nutrition, le projet a permis d'apporter un appui important en faveur d'approches de renforcement de la gouvernance au service de la coordination de la nutrition, en ciblant les neuf pays suivants : Burkina Faso, Burundi, Lesotho, Libéria, Myanmar, Niger, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Zimbabwe. Le projet a notamment permis de favoriser les contributions conjointes au plan de travail de la plateforme multipartite du Mouvement SUN au Lesotho, au Libéria et en Sierra Leone, et de renforcer les capacités nationales de coordination en assurant le suivi de la couverture de l'ensemble des interventions en matière de nutrition à l'aide de l'outil de cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition des organismes des Nations Unies (par exemple au Burkina Faso, au Niger et en Sierra Leone)<sup>17</sup>.

12. Riche des enseignements tirés de ce projet, ONU-Nutrition a organisé un atelier régional francophone sur la gouvernance de la nutrition en juin 2024, auquel huit pays ont participé<sup>18</sup>. L'atelier visait à faciliter l'échange de pratiques et de points de vue. Les participants ont souligné combien étaient importants l'inventaire des actions de nutrition des organismes des Nations Unies<sup>19</sup> et l'outil de cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition s'agissant d'évaluer la couverture des interventions de nutrition afin de déterminer quels étaient les lacunes et les chevauchements et de favoriser l'harmonisation. L'outil de cartographie a également permis de renforcer les capacités de coordination des organismes publics dans le domaine de la nutrition. Les outils d'analyse étaient considérés comme particulièrement utiles pour renforcer le respect de l'obligation de rendre des comptes, produire des résultats concrets pour la sensibilisation, la planification et la coordination dans le domaine de la nutrition et fournir un levier de mobilisation des organismes des Nations Unies œuvrant en faveur de la nutrition dans de nombreux contextes difficiles. Cependant, ces outils doivent être régulièrement actualisés et suffisamment financés pour rester adaptés aux besoins fluctuants, ainsi qu'aux priorités et aux cibles dynamiques que les pays doivent atteindre pour améliorer la nutrition.

13. En outre, grâce à leur échange d'expériences, les participants à l'atelier ont pu recenser les obstacles communs et examiner divers moyens de les surmonter. Au rang des expériences notables figure celle du Tchad en ce qui concerne la mobilisation de la participation des pouvoirs publics, ses riches enseignements ayant pu éclairer les stratégies d'autres pays confrontés à des obstacles analogues. Les participants à l'atelier ont souligné le rôle particulièrement utile que pouvaient avoir les facilitateurs spécialisés d'ONU-Nutrition ayant des liens avec des agents de l'État, car ils

---

<sup>17</sup> ONU-Nutrition. n.d. *Nutrition Stakeholder and Action Mapping*. Dans : *UN-Nutrition*. Rome. [Référéncé le 22 février 2025] <https://www.unnutrition.org/library/tools/nutrition-stakeholder-and-action-mapping>.

<sup>18</sup> Les huit pays concernés sont les suivants : Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Madagascar, Niger, République démocratique du Congo et Tchad.

<sup>19</sup> ONU-Nutrition. n.d. *UN-Nutrition Inventory*. Dans : *UN-Nutrition*. Rome. [Référéncé le 22 février 2025] <https://www.unnutrition.org/library/tools/un-nutrition-inventory>.

pouvaient favoriser la coordination des organismes des Nations Unies et la participation des pouvoirs publics aux manifestations mondiales de haut niveau, telles que les bilans faisant suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et les sommets Nutrition pour la croissance.

14. Une autre réalisation importante a été accomplie en 2024. Il s'agit de la mise au point d'un système de suivi des besoins et des demandes des équipes de pays des Nations Unies s'agissant de l'assistance technique nécessaire au renforcement de la coordination des organismes des Nations Unies et de l'action conjointe en matière de nutrition. Au total, au cours de l'année 2024, 145 demandes d'assistance technique ont été reçues de 67 pays, dont 45 membres du Mouvement SUN. Les demandes ont été regroupées dans les cinq catégories suivantes : intégration de la nutrition dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (31) ; inventaire des actions de nutrition des organismes des Nations Unies (37) ; coordination multisectorielle (17) ; cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition (7) ; demandes diverses (53). La dernière catégorie englobe différentes demandes allant de la promotion de la nutrition au renforcement des systèmes d'information sur la nutrition. Les demandes concernaient le plus souvent l'établissement d'un bilan des actions en matière de nutrition soutenues par des organismes des Nations Unies au niveau des pays, afin de pouvoir comparer leur objet, le niveau d'investissement et la zone géographique concernée, et ainsi procéder à des analyses et à une intégration de la nutrition dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. L'outil de suivi de l'assistance technique pourrait servir à attirer l'attention des membres d'ONU-Nutrition sur les besoins auxquels le secrétariat ou eux-mêmes doivent répondre en la matière.

## **B. Principales réalisations en rapport avec les trois priorités thématiques en 2024**

15. La promotion d'une alimentation saine joue un rôle central dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. L'un des principaux résultats des activités conjointes d'ONU-Nutrition en 2024 est l'inventaire des actions de nutrition. Il s'agit d'un catalogue régulièrement actualisé de pratiques et d'orientations émanant d'organismes membres en matière d'alimentation saine issues de systèmes alimentaires durables, et de produits axés sur les connaissances. Cet inventaire est utilisé, entre autres choses, pour aider les équipes de pays des Nations Unies à concevoir des actions de nutrition. Il permet également de positionner la nutrition à un rang supérieur dans la série d'objectifs à atteindre pour transformer les systèmes alimentaires en faisant mieux connaître les orientations existantes en vue de favoriser leur adoption. En outre, grâce à cet outil, ONU-Nutrition a prêté un concours important à la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables (Coalition HDSFS)<sup>20</sup> et à la Coalition pour les repas scolaires<sup>21</sup>. Plusieurs membres d'ONU-Nutrition sont partenaires de ces deux coalitions.

16. La transformation des systèmes alimentaires doit se traduire par un renforcement de l'accès à une alimentation saine et une amélioration de la nutrition, qui doivent aller de pair avec la protection de l'environnement et la résilience des moyens de subsistance. En 2024, les membres d'ONU-Nutrition ont pris part à

<sup>20</sup> ONU-Nutrition. n.d. *The Coalition of Action on Healthy Diets from Sustainable Food Systems for Children and All (HDSFS)*. Dans : *UN-Nutrition*. Rome. [Référéncé le 22 février 2025]

<https://www.unnutrition.org/coalition-action-healthy-diets-sustainable-food-systems-children-and-all-hdsfs>.

<sup>21</sup> Coalition pour les repas scolaires. n.d. *School Meals Coalition*. [Référéncé le 22 février 2025]

<https://schoolmealscoalition.org/>.

l'initiative Action climatique et nutrition (I-CAN)<sup>22</sup> et ont étroitement collaboré avec le Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires, afin de donner suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en ce qui concerne plusieurs aspects, notamment le nexus climat-nutrition. L'initiative I-CAN a continué d'être mise en œuvre en partenariat avec la FAO, l'OMS et d'autres acteurs tels que l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et le Mouvement SUN. En 2024, dans le cadre de l'initiative I-CAN, a été élaboré un document dans lequel il est indiqué comment intégrer la question de la nutrition dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et sont exposés quatre exemples d'approches adoptées par des pays. Le document a été publié à point nommé, car les pays étaient en train d'élaborer la nouvelle version de leurs CDN (CDN 3.0) devant être présentée d'ici début 2025, ce qui a offert la possibilité d'intégrer cette question.

17. La FAO s'est également associée au Fonds des Nations Unies pour la population afin d'organiser une manifestation en marge de la 29<sup>e</sup> session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29). Cette manifestation a permis de mettre l'accent sur le lien crucial entre le changement climatique, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé maternelle, en présentant des solutions intégrées, notamment les efforts d'I-CAN visant à promouvoir les politiques fondées sur des éléments factuels afin d'accélérer les progrès dans la réalisation des ODD 2, 3 et 13, et, dans le même temps, de l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris.

18. En outre, ONU-Nutrition a participé activement au processus de renforcement de la responsabilité des entreprises sous l'égide du Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires, en dirigeant les débats sur les paramètres et les cibles en matière d'alimentation saine et de nutrition à intégrer dans le cadre de responsabilité des entreprises. ONU-Nutrition a préconisé de mettre en place des critères visant, par exemple, à exclure les entreprises qui enfreignent le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les résolutions y afférentes adoptées ensuite par l'Assemblée mondiale de la Santé, et les entreprises proposant des aliments hautement transformés, à forte densité énergétique et riches en graisses, en sucres et en sel et qui vont à l'encontre des politiques de santé publique du fait de conflits d'intérêts. ONU-Nutrition a en outre préconisé que les acteurs de la société civile soient parties prenantes de l'élaboration de ce cadre de responsabilité des entreprises du secteur privé. L'entité a également contribué au dialogue entre les parties prenantes sur les principes d'engagement susceptibles d'être adoptés en vue du Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, ce qui a permis d'intégrer la question de la nutrition dans les débats.

19. Au rang des autres réalisations marquantes sur le plan mondial dans le domaine de la nutrition figure la participation active d'ONU-Nutrition aux préparatifs du Sommet Nutrition pour la croissance organisé à Paris en 2025. La Présidente d'ONU-Nutrition a été conviée à participer au processus de planification du Sommet en tant que membre du Groupe consultatif international. À ce titre, elle a été invitée à animer le groupe de travail multipartite chargé d'élaborer le guide et les principes d'engagement du Sommet, en tirant parti des contributions d'ONU-Nutrition à un processus analogue qui s'est déroulé sous la houlette du Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires. Tenus à la fin de l'année 2024, les débats fructueux de 21 membres de toutes les parties au groupe de travail ont abouti à la rédaction du

---

<sup>22</sup> OMS. 2022. *Initiative on climate action and nutrition (I-CAN)*. Genève (Suisse).  
<https://www.gainhealth.org/resources/reports-and-publications/initiative-climate-action-and-nutrition-i-can>.

Guide d'engagements N4G Paris, qui a été publié en décembre 2024<sup>23</sup>. Plusieurs organismes membres d'ONU-Nutrition, tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PAM et l'UNICEF, ont joué, avec l'appui du secrétariat d'ONU-Nutrition, un rôle actif dans des groupes de travail thématiques du Sommet Nutrition pour la croissance, y compris le Groupe de travail sur la nutrition, la santé et la protection sociale, le Groupe de travail sur la nutrition, la transition vers des systèmes alimentaires durables et le changement climatique et le Groupe de travail sur les données, la recherche, l'intelligence artificielle et l'innovation au service de la nutrition. Ils ont contribué à l'élaboration d'appels à l'action thématiques et ont donné des exemples d'engagements thématiques pouvant être pris pour stimuler l'action en faveur de la nutrition.

20. En 2024, ONU-Nutrition a déployé des efforts conjoints liés aux cibles et aux indicateurs mondiaux en matière de nutrition, qui ont permis d'obtenir d'autres résultats majeurs. Les membres ont pris part activement, en s'exprimant d'une seule voix, aux débats sur la prorogation des cibles mondiales en matière de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, qui avaient été fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2025, et à ceux sur la proposition de nouveaux indicateurs relatifs aux processus. Ces efforts visent à faire cadrer les cibles mondiales avec celles du Programme 2030 et à instaurer de nouvelles cibles opérationnelles qui contribueraient à la réalisation de progrès plus rapides. Par la suite, l'Assemblée mondiale de la Santé devra examiner et approuver, en mai 2025, la prorogation des cibles mondiales en matière de nutrition. Les membres d'ONU-Nutrition ont également apporté leur concours à la proposition de plusieurs États membres visant à ajouter la diversité alimentaire minimale au rang des indicateurs de l'ODD 2. Les propositions d'amélioration et de révision ont été soumises à la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à sa 56<sup>e</sup> session, en mars 2025, et approuvées.

### III. Autres contributions à la nutrition mondiale apportées par les membres du Comité directeur d'ONU-Nutrition en 2024

21. En 2024, les sept membres du Comité directeur ont contribué à la nutrition mondiale en agissant efficacement dans le cadre de leurs mandats respectifs, ce qui a favorisé et complété l'action collective qu'ils mènent sous l'égide d'ONU-Nutrition.

#### Organisation du Système CGIAR

22. En 2024, l'Organisation du Système CGIAR (Système CGIAR) a amélioré les résultats en matière de nutrition dans les pays à revenu faible ou intermédiaire grâce à son Prospectus d'investissement 2022-2024<sup>24</sup>. Dans le cadre de 33 initiatives de recherche, parmi lesquelles 11 étaient consacrées à la nutrition, à la santé et à la sécurité alimentaire, les 13 centres du Système CGIAR ont collaboré avec des partenaires locaux, régionaux et internationaux afin de promouvoir la transformation des systèmes alimentaires, aussi bien terrestres qu'aquatiques.

23. Par l'intermédiaire de son initiative pour une alimentation saine et durable, le Système CGIAR a aidé les gouvernements du Bangladesh, de l'Éthiopie et du Viet

<sup>23</sup> Sommet Nutrition pour la croissance de Paris. 2024. *Guide d'engagements N4G Paris*. Paris, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. [https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2025-01/FR-N4G-PARIS-Web\\_Guide\\_engagements-compressed.pdf](https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2025-01/FR-N4G-PARIS-Web_Guide_engagements-compressed.pdf).

<sup>24</sup> CGIAR. 2021. *Investment Prospectus 2022-2024: Pooling funds for research and innovation to transform food, land and water systems*. Montpellier (France). <https://www.cgiar.org/research/investment-prospectus/>.

Nam à intégrer une alimentation saine et durable dans leurs plans de développement nationaux. En tant que partenaire technique, il leur a fourni des analyses des politiques existantes, les a aidés à recenser les lacunes et leur a adressé des recommandations fondées sur des données concrètes afin de réviser les cibles des systèmes alimentaires.

24. Le Système CGIAR a aussi réalisé des avancées en matière de biofortification, en s'associant à l'Alliance panafricaine de recherche sur le haricot afin de mettre au point et de distribuer des haricots enrichis en fer et en zinc. Grâce à la mobilisation des agriculteurs, des responsables politiques et des chercheurs, le Système CGIAR a bénéficié jusqu'à présent à plus de 37 millions d'exploitants agricoles, dont 58 % de femmes, ce qui a permis d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique.

25. Outre les systèmes terrestres, le Système CGIAR a aussi fait la promotion des produits alimentaires aquatiques dans le cadre de l'initiative consacrée à ces denrées. La distribution d'alevins de tilapia d'élevage génétiquement modifiés (souche GIFT), dont 60 000 au Nigéria, a favorisé une production piscicole durable. En outre, le système de surveillance Peskas, initialement mis au point au Timor-Leste, a été déployé dans quatre pays africains (le Kenya, le Malawi, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie, en particulier la République-Unie de Tanzanie, Zanzibar) avec un nouveau volet d'évaluation de la nutrition.

26. Parmi les activités de recherche du Système CGIAR prévues pour la période 2025-2030 figurent son programme scientifique consacré à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition, qui rehausse son engagement en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau mondial dans un contexte en évolution permanente<sup>25</sup>.

### **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

27. Parmi les activités de la FAO relatives à la nutrition, on peut citer la consolidation des données et des éléments probants, leur mobilisation, ainsi que l'assistance technique en vue de permettre la consommation d'aliments sains et d'en accroître les effets. En 2024, la FAO a ouvert davantage l'accès à différents types de données sur l'alimentation lorsqu'elle a créé le domaine intitulé « Alimentation et régime alimentaire » dans FAOSTAT, la base de données statistiques de la FAO<sup>26</sup>. Reconnaissant également la nécessité d'établir un consensus sur la manière d'effectuer un suivi de l'alimentation saine à grande échelle, la FAO, l'UNICEF et l'OMS ont collaboré afin d'adopter et d'utiliser des indicateurs relatifs à l'alimentation aux fins de la prise de décisions, dans le cadre de l'initiative de suivi pour une alimentation saine. La FAO a élaboré des orientations détaillées pour aider les pays à définir, appliquer et utiliser des recommandations nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires afin de relever les défis et de répondre aux priorités en matière de nutrition tout en contribuant à la transformation des systèmes agroalimentaires dans une optique de durabilité socioculturelle et environnementale<sup>27</sup>.

28. La FAO a aussi perfectionné une méthode de modélisation susceptible d'apporter des éclairages utiles à des politiques budgétaires relatives à l'agriculture et au commerce qui optimisent les résultats agricoles comme les résultats sur le plan

<sup>25</sup> CGIAR. 2024. *CGIAR Research Portfolio 2025-2030*. Montpellier (France). <https://www.cgiar.org/cgiar-research-portfolio-2025-2030/>.

<sup>26</sup> FAO. 2024. Food and diet. Statistics on dietary data. Rome. [Référéncé le 22 février 2025] <https://www.fao.org/statistics/highlights-archive/highlights-detail/new-data-on-food-and-diet-released-on-faostat/en>.

<sup>27</sup> FAO. 2024. *Food systems-based dietary guidelines: an overview* (Recommandations nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires : vue d'ensemble). Rome. <https://openknowledge.fao.org/items/48b09e6f-bfee-4b80-a2d5-c24440c6d4a8>.

d'une alimentation saine. L'édition 2024 de *La Situation des marchés des produits agricoles* étudie les liens entre le commerce des produits alimentaires et la nutrition ; ce rapport permet aux responsables de mieux comprendre comment poursuivre des objectifs nutritionnels dans le contexte des accords commerciaux et dans le cadre de systèmes alimentaires mondiaux en évolution<sup>28</sup>.

### Agence internationale de l'énergie atomique

29. L'AIEA est un organisme spécialisé qui promeut l'utilisation des techniques nucléaires pour les évaluations nutritionnelles. En 2024, l'Agence a continué d'appuyer des activités portant sur l'évaluation de la qualité des protéines. Un groupe consultatif technique mixte FAO/AIEA s'est réuni à Paris en novembre 2024 et a adopté un cadre sur les bases de données, l'architecture qui y correspond et une feuille de route de lancement. L'AIEA a continué de soutenir les évaluations de la qualité des protéines issues de sources alimentaires durables dans 16 pays asiatiques.

30. L'AIEA a maintenu son appui au master en nutrition et en techniques nucléaires pour l'Afrique, harmonisé au niveau de la région. Au total, 19 étudiants ont préparé ce diplôme en 2024, en Afrique du Sud et au Maroc. Deux autres universités, au Ghana et en Zambie, ont également approuvé le programme.

31. L'Agence a lancé une nouvelle base de données sur la composition corporelle, qui contient les données de 7 694 participants à 42 études menées dans 24 pays. Cette base de données sera disponible pour une analyse secondaire une fois que la première phase de transmission des données sera terminée. La base de données permettra de mieux comprendre le phénomène complexe de l'obésité et fournira des éléments concrets à l'appui de la conception d'interventions nutritionnelles visant à prévenir et à prendre en charge l'obésité.

32. Un article publié en 2024 dans *The American Journal of Clinical Nutrition*, qui reprenait des données provenant de travaux de recherche soutenus par l'AIEA, a mis en évidence les effets des environnements insalubres sur la fonction intestinale dans les pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>29</sup>. Il a montré que l'entéropathie environnementale, une maladie inflammatoire chronique associée au retard de croissance, limite la capacité des enzymes digestives, en particulier le rôle de la sucrase dans la digestion des glucides. Cette découverte pourrait être utile pour comprendre les voies métaboliques sous-jacentes dans certaines circonstances, comme en cas de malnutrition aiguë.

### Fonds international de développement agricole

33. Le FIDA a maintenu l'engagement qu'il a pris de veiller à ce qu'au moins 60 % des projets dans l'intégralité de ses programmes d'options stratégiques pour les pays englobent les enjeux nutritionnels. En 2024, le Fonds a approuvé 21 nouveaux projets tenant compte de la nutrition et a fourni un appui technique à 122 projets de ce type déjà en cours. Le FIDA a émis sa première obligation nutrition, conformément à son cadre de financement du développement durable, à hauteur de 50 millions de dollars des États-Unis pour Zenkyoren, la fédération japonaise d'assurance mutuelle des coopératives agricoles.

<sup>28</sup> FAO. 2024. *La Situation des marchés des produits agricoles 2024. Commerce international et nutrition : plus de cohérence entre les politiques pour une alimentation saine*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd2144fr>.

<sup>29</sup> Shivakumar, N., Huq, S., Maribel Paredes-Olortegui, M., Konyole, S. O., Devi, S., Yazbeck, R., Owino, V. O. *et al.* 2024. A cross-sectional study of associations between the 13C-sucrose breath test, the lactulose rhamnose assay, and growth in children at high risk of environmental enteropathy. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 120(6): 1354-1363. <https://doi.org/10.1016/j.ajcnut.2024.10.001>.

34. Le FIDA a soutenu des initiatives de renforcement des capacités et de partage des connaissances en matière de nutrition, parmi lesquelles trois ateliers régionaux, quatre séminaires en ligne et un « parcours d'apprentissage »<sup>30</sup>. Ces manifestations avaient pour objectif d'améliorer les connaissances et les compétences en matière de nutrition du personnel des projets du FIDA, des gouvernements, des partenaires et d'autres parties prenantes essentielles dans les cinq régions où il exerce ses activités.

35. Afin d'accomplir sa mission de réduction de la pauvreté et de la faim, en particulier dans les zones rurales, le FIDA s'est activement investi dans des plateformes mondiales et régionales. Il a notamment participé au Groupe consultatif international du Sommet Nutrition pour la croissance 2025, au Comité de la sécurité alimentaire mondiale et à la Coalition pour les repas scolaires. Il continue de codiriger, avec la Banque mondiale, le programme de financement de la transformation des systèmes alimentaires à l'appui du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

36. Le FIDA a aussi prêté son concours à la Semaine de la nutrition de Rome et a présenté les résultats des travaux réalisés grâce à une subvention accordée à l'Université McGill de Montréal, qui a permis de définir des indicateurs pertinents pour les investissements agricoles intégrant l'enjeu nutritionnel, d'élaborer de nouveaux éléments de mesure pour combler les lacunes, notamment un indicateur de résultat couvrant l'ensemble de l'alimentation, et de produire des documents d'orientation et des outils à l'intention des décideurs, des concepteurs de programmes et des responsables de la mise en œuvre, en améliorant la prise de décision fondée sur des données concrètes en matière de nutrition.

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

37. En 2024, l'UNICEF a aidé plus de 440 millions de jeunes enfants par l'intermédiaire de politiques et de programmes de prévention de la malnutrition. Tirant parti de la réflexion qu'il impulse dans le but d'atteindre l'ODD 2, l'UNICEF a publié le rapport *Pauvreté alimentaire de l'enfant*<sup>31</sup>, qui met en évidence l'impossibilité pour certains enfants d'accéder à une alimentation saine et appelle les gouvernements à faire de leur engagement à éliminer la pauvreté alimentaire des enfants un impératif de politique générale. Sous la direction de la présidence brésilienne du Groupe des vingt, l'UNICEF (avec d'autres organismes membres d'ONU-Nutrition) a contribué au lancement de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, qui vise à lutter contre la pauvreté de revenus, un facteur de mauvaise alimentation chez les enfants. L'UNICEF a également publié un article d'introduction dans la série *The Lancet* consacrée aux « 1 000 jours suivants »<sup>32</sup>, soulignant l'importance des 1 000 premiers jours de la vie et des 1 000 jours suivants, qui sont des périodes cruciales pour la croissance, le développement et l'apprentissage de l'enfant.

38. Dans le cadre de sa contribution au programme de transformation des systèmes alimentaires, l'UNICEF a lancé l'initiative First Foods Africa, afin de renforcer la capacité des systèmes alimentaires locaux de produire des premiers aliments qui soient nutritifs, en s'appuyant sur l'expérience de la région en matière de production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Dans le cadre du Fonds pour la nutrition

<sup>30</sup> Intitulée « Seeding Prosperity: How Nutrition-Sensitive Agriculture is Transforming Africa ».

<sup>31</sup> UNICEF. 2024. *Pauvreté alimentaire de l'enfant. Les conséquences des privations nutritionnelles durant la petite enfance. Rapport sur la nutrition des enfants, 2024*. New York (États-Unis d'Amérique). <https://www.unicef.org/fr/rapports/pauvrete-alimentaire-de-l-enfant>.

<sup>32</sup> Aguayo, V. M., et Britto, P. R. 2024. «The first and next 1000 days: a continuum for child development in early life. » *The Lancet*, 404(10467): 2028-2030. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(24\)02439-5](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(24)02439-5).

de l'enfant qu'il dirige, l'UNICEF s'est associé au Fonds d'équipement des Nations Unies pour permettre aux entreprises africaines d'accéder au capital financier en vue de produire des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi.

39. Les efforts que l'UNICEF a déployés pour mobiliser des ressources par l'intermédiaire du Fonds pour la nutrition de l'enfant ont contribué à transposer à une échelle sans précédent des mesures de prévention, de détection et de traitement précoces de l'émaciation chez l'enfant. En 2024, l'UNICEF a apporté son soutien au dépistage de plus de 250 millions d'enfants de moins de 5 ans et a pris en charge plus de 9 millions d'enfants souffrant d'une émaciation qui mettait leur vie en danger. Il a également rejoint le PAM dans le partenariat Action conjointe pour mettre fin à l'émaciation, dans l'objectif d'améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre l'émaciation chez l'enfant, l'UNICEF jouant un rôle de chef de file en matière de prévention et de traitement de l'émaciation infantile potentiellement mortelle.

40. Grâce à ses programmes axés sur l'égalité des genres, l'UNICEF est venu en aide à 139 millions d'enfants et d'adolescents d'âge scolaire au moyen de politiques et de programmes visant à prévenir la malnutrition. Il a également lancé un plan d'accélération destiné à prévenir la malnutrition et l'anémie pendant la grossesse<sup>33</sup>, qui devrait bénéficier à 16 millions de femmes enceintes dans 16 pays.

### **Programme alimentaire mondial**

41. En 2024, les programmes de prévention et de gestion de la malnutrition du PAM ont bénéficié à près de 28 millions de personnes dans 55 pays<sup>34, 35</sup>. Ils ont apporté une assistance nutritionnelle vitale et contribué à l'amélioration de l'alimentation, notamment par des transferts monétaires et alimentaires. Le PAM a également intégré la nutrition dans toutes les activités qu'il mène dans des secteurs complémentaires, comme l'agriculture, la protection sociale et l'éducation, dans 64 pays afin de traiter plus efficacement les causes profondes de la malnutrition. En 2024, il a permis à plus de 38 millions d'enfants d'avoir accès à des services améliorés en matière de santé, de nutrition et d'éducation.

42. Grâce à son travail actuel visant à généraliser l'enrichissement des aliments en éléments nutritifs, le PAM a distribué près de 660 000 tonnes d'aliments de base enrichis, notamment de la farine de maïs, de la farine de blé, du riz, de l'huile et du sel iodé, dans 60 pays. En 2024, des aliments enrichis ont été intégrés aux repas scolaires dans 36 pays, ce qui a permis aux enfants de recevoir les nutriments essentiels à leur croissance et à leur apprentissage. Le PAM a aussi aidé 46 pays à optimiser leurs systèmes alimentaires pour leur permettre de fournir des aliments sains et d'améliorer la nutrition, en s'appuyant sur des analyses dans le cadre du projet Comblent l'écart nutritif. Dans le même temps, le PAM a étudié en détail des solutions alimentaires locales pour la prévention et la gestion de la malnutrition dans au moins 20 pays, en tirant parti d'ingrédients produits localement pour renforcer les systèmes alimentaires et accroître la résilience des populations.

43. Conformément aux nouvelles directives de l'OMS sur la prévention et la prise en charge de l'émaciation et de l'œdème nutritionnel, l'UNICEF et le PAM ont mis

<sup>33</sup> UNICEF. 2024. *Improving Maternal Nutrition: An Acceleration Plan to Prevent Malnutrition and Anaemia during Pregnancy (2024-2025)*. New York (États-Unis d'Amérique). <https://www.unicef.org/nutrition/maternal-nutrition-acceleration-plan>.

<sup>34</sup> Veuillez noter que les données fournies reposent sur des estimations préliminaires, car les chiffres définitifs de 2024 ne seront communiqués qu'en juin 2025, après approbation par le Conseil d'administration du PAM.

<sup>35</sup> Trente-quatre pour cent étaient des filles et des femmes enceintes ou allaitantes, et 60 % étaient des enfants de moins de 5 ans.

en place un partenariat renouvelé afin de développer conjointement la prévention, la détection précoce et le traitement de l'émaciation dans 15 pays prioritaires<sup>36</sup>.

44. Tout au long de l'année 2024, le PAM a maintenu sa participation active dans plusieurs coalitions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, comme la Coalition HDSFS. En juin 2024, il a mis sur pied l'Équipe spéciale de haut niveau sur l'adéquation nutritionnelle de l'aide alimentaire du PAM. En novembre 2024, il a rejoint l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et, en collaboration avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS, il a rédigé les instruments de politique nutritionnelle pour l'assortiment de politiques de l'Alliance<sup>37</sup>. Il a par ailleurs apporté son concours aux préparatifs du Sommet Nutrition pour la croissance de Paris, notamment en qualité de membre du Groupe consultatif international pour le Sommet et de coprésident de trois groupes de travail thématiques<sup>38</sup>.

45. En novembre, le PAM a lancé sa nouvelle stratégie d'amélioration de l'alimentation et de lutte contre la malnutrition<sup>39</sup>. Ce document présente les objectifs du PAM, à savoir réduire la malnutrition pendant les urgences humanitaires ; augmenter la consommation d'aliments sains et nutritifs chez les personnes les plus exposées au risque de malnutrition ; renforcer les systèmes et capacités nationaux de nutrition ; et influencer les normes sociales à l'appui de régimes alimentaires sains et nutritifs.

### Organisation mondiale de la Santé

46. En 2024, l'OMS a collaboré avec ses membres sur les enjeux de santé publique de la nutrition dans les systèmes sanitaires et alimentaires. Ce travail a consisté à élaborer des orientations techniques et de mise en œuvre, à encourager l'adoption de directives et l'élaboration de politiques, et à fournir des conseils techniques pour appliquer des mesures efficaces en faveur de la nutrition. L'OMS a, par exemple, publié ses directives sur les taux d'hémoglobine permettant de déterminer l'anémie chez les personnes et les populations<sup>40</sup> et sur les politiques budgétaires visant à promouvoir une alimentation saine<sup>41</sup>. Comme indiqué plus haut, elle a également élaboré une déclaration conjointe sur les régimes alimentaires sains, en collaboration avec la FAO<sup>42</sup>. Parmi les autres étapes importantes, citons l'élargissement de sa base de données mondiale sur les mesures en faveur de la nutrition et de l'alimentation<sup>43</sup>, qui regroupe 3 300 politiques référencées dans plus de 300 rapports des Nations Unies ou de la société civile, et la publication de son outil d'analyse des enquêtes sur les micronutriments, dont l'objet est de promouvoir les pratiques optimales en matière

<sup>36</sup> Haïti, le Kenya, Madagascar, le Nigéria et le Soudan du Sud dans la phase 1 ; le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali, le Niger, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Tchad dans la phase 2 ; et l'Afghanistan, la Somalie et le Yémen dans la phase 3.

<sup>37</sup> Nutrition maternelle et de la petite enfance ; prévention, détection et gestion de la malnutrition ; promotion et accessibilité d'une alimentation saine, notamment par l'éducation et des prix abordables/subventionnés.

<sup>38</sup> Ces trois groupes de travail thématiques sont : le Groupe de travail sur la nutrition, la santé et la protection sociale ; le Groupe de travail sur la nutrition et la résilience ; et le Groupe de travail sur les données, la recherche, l'intelligence artificielle et l'innovation au service de la nutrition.

<sup>39</sup> PAM. 2024. *WFP Strategy to improve diets and address malnutrition 2024-2030*. Rome.

<https://www.wfp.org/publications/wfps-strategy-improve-diets-and-address-malnutrition-2024-2030>.

<sup>40</sup> OMS. 2024. *Guideline on haemoglobin cutoffs to define anaemia in individuals and populations*. Genève (Suisse). <https://www.who.int/publications/i/item/9789240088542>.

<sup>41</sup> OMS. 2024. *Fiscal policies to promote healthy diets: WHO guideline*. Genève (Suisse).

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240091016>.

<sup>42</sup> FAO et OMS. 2024. *What are healthy diets? Joint statement by the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the World Health Organization*. Genève (Suisse).

<https://doi.org/10.4060/cd2223en>.

<sup>43</sup> OMS. n.d. Global database on the Implementation of Food and Nutrition Action. Dans : OMS.

Genève (Suisse). [Référéncé le 26 février 2025] <https://gifna.who.int/>.

de collecte, d'analyse et de transmission de données sur les biomarqueurs des micronutriments<sup>44</sup>.

47. En 2024, d'importants progrès ont été accomplis dans l'adoption et la mise en œuvre, par les pays, des politiques nutritionnelles de l'OMS. Trente-quatre pays ont adhéré au plan d'accélération de l'OMS visant à enrayer l'obésité, adopté en 2022 par l'Assemblée mondiale de la Santé, et ont bénéficié d'un soutien technique pour sa mise en œuvre<sup>45</sup>. Quinze pays parmi ceux où le fardeau de l'émaciation est le plus lourd ont activement contribué au traitement des enfants souffrant d'émaciation dans le cadre du Plan d'action mondial contre l'émaciation infantile<sup>46</sup>. Cinquante-six pays ont adopté des politiques fondées sur les meilleures pratiques pour éliminer les acides gras trans industriels de l'offre de produits alimentaires, ce qui constitue une hausse notable par rapport aux 11 pays recensés en 2018, selon le rapport d'étape quinquennal de l'OMS sur l'élimination des acides gras trans dans le monde publié en 2024<sup>47</sup>.

#### IV. Consolider ONU-Nutrition en tant que force collective

48. En 2024, les membres d'ONU-Nutrition ont participé à un bilan de santé du partenariat ONU-Nutrition réalisé par des experts<sup>48</sup>. Cet exercice visait à aider les membres à coopérer de manière plus efficiente et plus efficace, en tirant le meilleur parti de la collaboration. Il a pris la forme d'une enquête en ligne communiquée à tous les membres et au secrétariat d'ONU-Nutrition, d'entretiens menés avec des représentants des organismes membres et du secrétariat d'ONU-Nutrition, d'une étude documentaire et d'un atelier en ligne. Le bilan de santé du partenariat a débouché sur certaines constatations clés en lien avec des éléments fondamentaux, tels que la mission et la vision commune d'ONU-Nutrition, les relations de collaboration, la structure de gouvernance et de gestion, et la disponibilité des ressources pour obtenir des résultats. Il a également présenté des recommandations pour y apporter une réponse.

49. Il en est ressorti que le moment était idéal pour renforcer ONU-Nutrition. Une solide expérience a été accumulée et des enseignements importants ont été tirés depuis sa création en 2020. Le Comité directeur et la présidence ont fait preuve de positivité et se sont engagés à mettre en œuvre les recommandations découlant du bilan de santé du partenariat. Une réunion de suivi a été tenue en présentiel avec les membres du Comité directeur les 19 et 20 novembre 2024, dans l'objectif de revoir et de préciser les visions stratégiques d'ONU-Nutrition pour les cinq années restantes du Programme 2030. Par ailleurs, un nouveau coordinateur principal d'ONU-Nutrition a été choisi à la fin de l'année, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, pour aider à appliquer les recommandations formulées.

50. En 2024, en plus du bilan de santé du partenariat, le secrétariat d'ONU-Nutrition a continué à faire progresser les domaines de travail prioritaires définis par ses

<sup>44</sup> OMS. n.d. Micronutrient survey analyser. Dans : *WHO*. Genève (Suisse). [Référéncé le 3 mars 2025] <https://worldhealthorg.shinyapps.io/micronutrients-analyser/>.

<sup>45</sup> OMS. 2023. *WHO acceleration plan to stop obesity*. Genève (Suisse). <https://www.who.int/publications/i/item/9789240075634>.

<sup>46</sup> UNICEF, FAO, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, PAM et OMS. 2021. *Global Action Plan on Child Wasting: a framework for action to accelerate progress in preventing and managing child wasting and the achievement of the Sustainable Development Goals*. New York (États-Unis d'Amérique). <https://www.childwasting.org/about-global-action-plan-child-wasting>.

<sup>47</sup> OMS. 2024. *Countdown to 2023: WHO 5-year milestone report on global trans fat elimination 2023*. Genève (Suisse). <https://www.who.int/publications/i/item/9789240089549>.

<sup>48</sup> Réalisé par The Partnering Initiative.

membres, en organisant des réunions et en facilitant l'adoption de positions conjointes pour permettre la réalisation des résultats communs cités dans le présent rapport.

51. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a également favorisé les liens entre cette entité et d'autres processus ou partenariats, en facilitant la participation des membres d'ONU-Nutrition et en soutenant l'organisation conjointe de manifestations. Il a notamment pris part au programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet et à l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles<sup>49</sup>. Il a également facilité les activités du groupe de travail sur la nutrition de l'Équipe spéciale, qui sont particulièrement importantes étant donné l'augmentation des taux d'obésité dans toutes les régions. En outre, le secrétariat d'ONU-Nutrition a appuyé la communauté de pratique relative à la nutrition scolaire et a continué d'apporter son soutien au secrétariat de la Coalition HDSFS, par exemple en hébergeant son site Web et en rédigeant des articles et des bulletins d'information pour présenter les dernières nouvelles et partager des informations entre les pays.

52. Fidèle à son rôle en matière de partage des connaissances, le secrétariat d'ONU-Nutrition a tenu à jour son site Web et sa plateforme de connaissances, avec notamment des articles sur les progrès accomplis, les nouvelles orientations, les formations et d'autres éléments nouveaux. La note d'orientation d'ONU-Nutrition sur l'intégration de la nutrition dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable a été publiée en anglais, espagnol et français<sup>50</sup>. Le document de travail intitulé *Nutrition et environnement* a quant à lui été publié en anglais, arabe, espagnol, français et russe<sup>51</sup>. Des bulletins d'information et des activités sur le réseau social X (anciennement Twitter) sont venus compléter les efforts de communication, donnant une plus grande visibilité aux initiatives et aux réalisations conjointes des membres d'ONU-Nutrition. Ces actions contribuent non seulement à faire connaître les produits axés sur les connaissances en matière de nutrition et les documents sur les exemples de réussite élaborés et appuyés par les organismes membres d'ONU-Nutrition, mais aussi à encourager leur utilisation, leur cohérence et leur complémentarité.

## V. Conclusion

53. ONU-Nutrition ne cesse d'avancer en tant que mécanisme de coordination interinstitutions des Nations Unies en faveur de la nutrition. Comme cela a été démontré en 2024, la coordination entre ses membres dépasse le cadre d'une simple programmation conjointe. Sa valeur ajoutée tient au fait qu'il exerce une direction éclairée et collective, qu'il est animé par un état d'esprit privilégiant la compréhension commune des problèmes et des solutions, qu'il défend le besoin de

<sup>49</sup> L'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles est mandatée par le Conseil économique et social depuis 2013. À sa session de 2024, le Conseil économique et social a adopté une résolution priant l'Équipe spéciale d'accroître l'aide qu'elle fournit aux membres. Cet élément apparaît notamment au paragraphe 6 : *Encourage les membres de l'Équipe spéciale, agissant dans le cadre de leur mandat, à continuer de collaborer entre eux et d'aider les États Membres qui en font la demande à promouvoir une meilleure nutrition et des régimes alimentaires et des modes de vie sains*. Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 23 juillet 2024. [E/RES/2024/17](https://doi.org/10.4060/cc4357fr).

<sup>50</sup> ONU-Nutrition. 2023. *Note d'orientation sur la nutrition destinée aux équipes de pays des Nations Unies, à leurs interlocuteurs gouvernementaux et aux autres parties prenantes*. Rome, FAO pour le compte d'ONU-Nutrition. <https://doi.org/10.4060/cc4357fr>.

<sup>51</sup> ONU-Nutrition. 2023. *Nutrition et environnement – Nourrir les populations, protéger la planète*. Rome, FAO pour le compte d'ONU-Nutrition. <https://doi.org/10.4060/cc5757fr>.

---

parler et d'agir d'une seule voix dans le domaine de la nutrition, qu'il définit des attentes communes et qu'il apporte une aide homogène pour y répondre. En 2025 et au-delà, les membres d'ONU-Nutrition continueront à fortifier cette approche en appliquant les recommandations issues du bilan de santé du partenariat. Par leur détermination, leur rôle moteur réfléchi et leur coopération, les membres d'ONU-Nutrition mettront à profit les enseignements tirés en travaillant ensemble dans le but de faire converger et d'optimiser leur vision commune, leurs objectifs, leurs méthodes de travail, leurs systèmes et leurs processus, afin de s'attaquer aux problèmes critiques, émergents et durables qui touchent la nutrition. Cette démarche permettra en retour d'augmenter la création de valeur et d'améliorer les résultats obtenus, dans l'optique de la réalisation des ODD par tous et toutes.

---